

120 000 fonctionnaires priés de partir... où ?

Jean-Marie Harribey

3 février 2018

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2018/02/03/120-000-fonctionnaires-pries-de-partir-ou>

Le 1^{er} février 2018, le gouvernement a annoncé son intention de réformer de fond en comble la fonction publique, notamment en supprimant 120 000 emplois publics d'ici la fin du quinquennat. Au nom de la baisse des dépenses publiques de 3 points de PIB, d'une « gestion contemporaine » de l'action publique et d'une réorganisation « comme le font les entreprises », dixit le président.

Posons quelques questions de simple logique, pour ne pas dire de bon sens. La première qui vient à l'esprit est : où iront ces ex-fonctionnaires répondant à l'aimable invitation de déguerpir ? Est-ce que les emplois privés existent pour les accueillir sur le champ ? Pendant l'année 2017, alors que le retour de la croissance économique à 1,9 % a été fêté dans tous les médias, les 250 000 emplois créés n'ont entraîné pratiquement aucun recul du chômage et les emplois non pourvus sont restés au même point (les estimations vont de 200 000 à 330 000). Cela veut donc dire qu'il n'y a aujourd'hui pas de grande place pour intégrer les fonctionnaires reconduits à la porte. À la porte de nulle part. Et cela continuera, car, sans réduction du temps de travail, la productivité horaire du travail progressant presque au même rythme que la production, il y a peu de marges de manœuvre pour créer un nombre d'emplois suffisant.

Selon les chiffres officiels, la dépense publique représente en France 57 % du PIB, juste derrière celle de la Finlande (57,1 %). N'est-ce pas trop Mme Michu ? Mme Michu, qui a consulté le rapport de France Stratégie « Tableau de bord de l'emploi public, Situation de la France et comparaisons internationales »¹, répond que les différences entre pays « peuvent résulter de différences marquées dans les périmètres ou de comptabilisation »². Autrement dit, cela ne veut rien dire de comparer des périmètres de dépenses différents. Aux États-Unis, la protection sociale est largement confiée au marché et coûte plus cher en primes versées aux compagnies d'assurance que les cotisations sociales à la Sécurité sociale française : 16,4 % du PIB états-unien pour la santé contre 10,9 % en France³. En Allemagne, la dépense publique est égale à 44 % du PIB, mais il n'existe pas d'écoles maternelles et les dépenses d'assurance-retraite privées ont beaucoup augmenté depuis les réformes Schröder.

Mais il y a plus grave, s'insurge Mme Michu. La dépense publique comptabilisée inclut environ 110 milliards d'euros de consommations intermédiaires par an (matières premières, énergie, eau...), tandis que le PIB auquel on compare cette dépense publique ne compte pas les consommations intermédiaires de la nation. La comparaison entre deux données hétérogènes est donc absurde. 110 milliards représentent 5 % de PIB. Si on les enlevait de la dépense publique pour la comparer au PIB, celle-ci ne serait plus que de 52 % de ce PIB. Et Mme Michu, qui a échappé au rang des analphabètes de l'arithmétique et de l'économie

¹ Rapport de Flore Deschard et Marie-Françoise Le Guilly, décembre 2017. <http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/tdb-emploi-public-20-12-2017.pdf>

² *Ibid*, p. 11.

³ OCDE, « Statistiques sur la santé en 2015 » : la part publique de la santé est de 47 % aux États-Unis et de 79 % en France.

conclut triomphalement : « Eh, Msiieur le président, je vous fais gagner non pas 3 points de PIB mais 5 ! ». ⁴

De deux choses l'une : ou bien les fonctionnaires virés ne servent à rien ou ne savent rien faire et on ne voit pas en quoi ils gagneraient en efficacité ou en compétence après avoir franchi la porte ; ou bien le gouvernement estime qu'il faut que leurs talents s'exercent dans le privé, et cela signifie que, progressivement, le champ de l'action publique non marchande doit devenir celui de l'action capitaliste en recherche de nouveaux terrains d'investissement rentable. Comme la première hypothèse est absurde, le projet du gouvernement poursuit la longue marche néolibérale vers plus de privatisation et plus de marchandisation.

D'ailleurs, Mme Michu, qui est repartie vaquer à ses occupations de gestion de sa maison (*oikonomos* dans l'ancien grec), aurait pu nous faire remarquer à qui sont destinées ces fameuses dépenses publiques, notamment : 12,9 % du PIB en salaires (alors que la fonction publique représente environ 20 % des emplois) ; 26 % en prestations sociales ; 3,6 % en investissement ; 2 % en rente aux financiers. ⁵ Autrement dit, la totalité de la dépense publique va alimenter la dépense privée des ménages et l'activité des entreprises privées. Il suffit par exemple de regarder les dépenses des collectivités territoriales : où va l'argent public pour entretenir la voirie, les réseaux d'adduction d'eau, d'assainissement, d'électricité et de communication ? Dans les entreprises du bâtiment et autres qui répondent avec gourmandise aux appels d'offre des marchés publics. Et qui vend à l'État, sinon les entreprises privées, des ordinateurs pour les écoles et les universités, des armes pour les armées, de l'énergie pour les bâtiments et véhicules publics, etc. ?

Mais le fin du fin de l'imposture économique libérale réside dans l'idéologie selon laquelle les travailleurs employés dans la sphère monétaire non marchande (école publique, hôpitaux publics, bibliothèques municipales...) sont par nature improductifs et donc qu'ils sont parasites de l'économie marchande. Un des idéologues libéraux ne prend pas de gants pour exprimer tout crûment : « l'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric » ⁶. En termes plus galants, les services non marchands n'existeraient que grâce à une ponction sur la valeur économique produite dans la sphère capitaliste, seule légitime puisque validée par le marché. D'où les politiques visant à réduire les dépenses publiques et sociales, toujours jugées excessives puisqu'elles se développeraient aux dépens de l'activité marchande.

Cette assertion est totalement fautive, elle fait partie de ce que l'on nomme aujourd'hui *fake news*. Pourquoi ? Parce que l'activité non marchande exercée par des travailleurs employés à cet effet s'ajoute à la production marchande et ne lui est donc pas retranchée : une vraie *valeur ajoutée*, monétaire, mais non marchande, qui a été validée par décision politique démocratique, et évaluée à hauteur des salaires versés (sans profit !). Les prélèvements dits « obligatoires » sont donc effectués sur un produit total déjà augmenté du produit non marchand ⁷. Ils constituent le paiement collectif des services non marchands, tandis que le prix des marchandises est acquitté individuellement par les consommateurs. Dans un cas, paiement

⁴ Information de dernière minute : on apprend que l'INSEE va dorénavant intégrer dans le PIB les activités (privées) liées à la drogue et à la prostitution. Il va donc augmenter. Sans aborder ici (on y reviendra) la question de principe que cela pose (on compte bien les activités d'armement), cela devrait satisfaire le gouvernement car, le dénominateur du ratio dépense publique/PIB augmentant, le ratio diminuera : on atteindra peut-être un point de moins supplémentaire de PIB : 6 ! Qui dit mieux ? Ah, si la prostitution et toutes les activités criminelles se développaient !

⁵ Rapport de Flore Deschard et Marie-Françoise Le Guilly, *op. cit.*, p. 11.

⁶ Jean Peyrelevade, « Quand l'économie du partage aveugle les anticapitalistes », *Les Échos*, 20 janvier 2016.

⁷ Ce que je dis là comporte un aspect théorique développé dans J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013. Pour la discussion que cette thèse a engendrée, voir mon site, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/index-valeur.html>, et le dossier de *Contretemps*, « Dossier : Extension du domaine de la valeur », 5 juin 2017, <http://www.contretemps.eu/dossier-valeur-capitalisme>.

collectif qui suppose un consentement démocratique ; dans l'autre, paiement individuel, qui ne suppose qu'un pouvoir d'achat.

Alors pourquoi ce tohu-bohu contre les dépenses publiques, que Mme Michu n'a aucune peine à démystifier ? Parce que les libéraux ont bien compris – et c'est ce qui les fait enrager – que les travailleurs embauchés pour produire (produire !) des services non marchands ne sont plus disponibles pour le capital pour produire de la plus-value. On revient donc à l'hypothèse émise plus haut. Faire prendre la porte aux fonctionnaires, c'est laisser un espoir aux investisseurs privés qu'il y aura un peu plus de main-d'œuvre soit à exploiter, soit qui pèserait encore davantage sur ceux qui sont déjà exploités car le chômage augmenterait...